

***Chercheurs, chercheuses du monde entier,
choisissez la France, choisissez l'Europe ! E. Macron***

Ou à propos d'une minable diversion politique pour faire oublier les responsabilités du pouvoir dans la faiblesse des moyens de la recherche en France !

C'est par un tweet que la bonne nouvelle : " *Chercheurs, chercheuses du monde entier, choisissez la France, choisissez l'Europe !*" en provenance du téléphone de Macron est arrivé au monde, il est vrai que nous sommes en pleine résurrection et que toutes les audaces sont permises !

De quoi s'agit-il et pourquoi ce " *choose france* " de la science, fanfaronné depuis quelques temps par nos dirigeants en direction principalement des chercheurs états-uniens ? Depuis l'élection de D. Trump à la Présidence des États-Unis, les Universités et la recherche sont l'objet d'attaques du nouveau pouvoir qui entend imposer sa *doxa* et surtout dans son volet lié aux indéfectibles liens avec Israël. Ainsi, les établissements particulièrement visés sont ceux dans lesquelles la mobilisation a été la plus vive pour dénoncer la complicité active du président sortant J. Biden dans le génocide à Gaza et en Palestine. Du coup un mouvement " *stand-up for science*¹ " s'est levé pour réclamer à juste titre le respect de la liberté de recherche et d'expression. Ce mouvement a été repris en France pour contester la politique du gouvernement dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche et tout particulièrement pour s'opposer aux coupes budgétaires et aux réductions de crédits, en même temps qu'un large front syndical organisait des initiatives dans une même direction² y ajoutant une contestation forte sur les questions d'emplois, de statut des personnels et de refus des *keylabs*.

Cette contestation a mis en difficulté le gouvernement, obligé de manœuvrer en recul sur les *Keylabs*³ mais qui maintient son orientation budgétaire restrictive et sa politique pour une grande autonomie des Universités. Du coup, se faire passer pour les défenseurs de la science en défendant les chercheurs états-uniens apparaît de fait comme une aubaine pour une minable diversion politique visant à faire oublier les responsabilités du pouvoir dans la faiblesse des moyens de la recherche en France ! De ce point de vue ce n'est guère brillant. Selon les statistiques de l'UNESCO, la France ne se place qu'au 16^{ème} rang pour la part de son PIB (2,2%)⁴ consacrée à la recherche pour une moyenne mondiale de 2,68% selon la Banque Mondiale⁵.

La part des dépenses intérieures publiques et privées de Recherche&Développement (DIRD qui comprend celles des entreprises, DIRDE) dans le PIB, stagne en France depuis des années autour de 2%-2,5% alors que dans l'ensemble de l'UE27, apparaît clairement une évolution positive : voir tableau 1⁶ Part en % des dépenses intérieures de R&D (DIRD) dans le PIB, dont celles des entreprises (DIRDE), en France et dans l'UE27

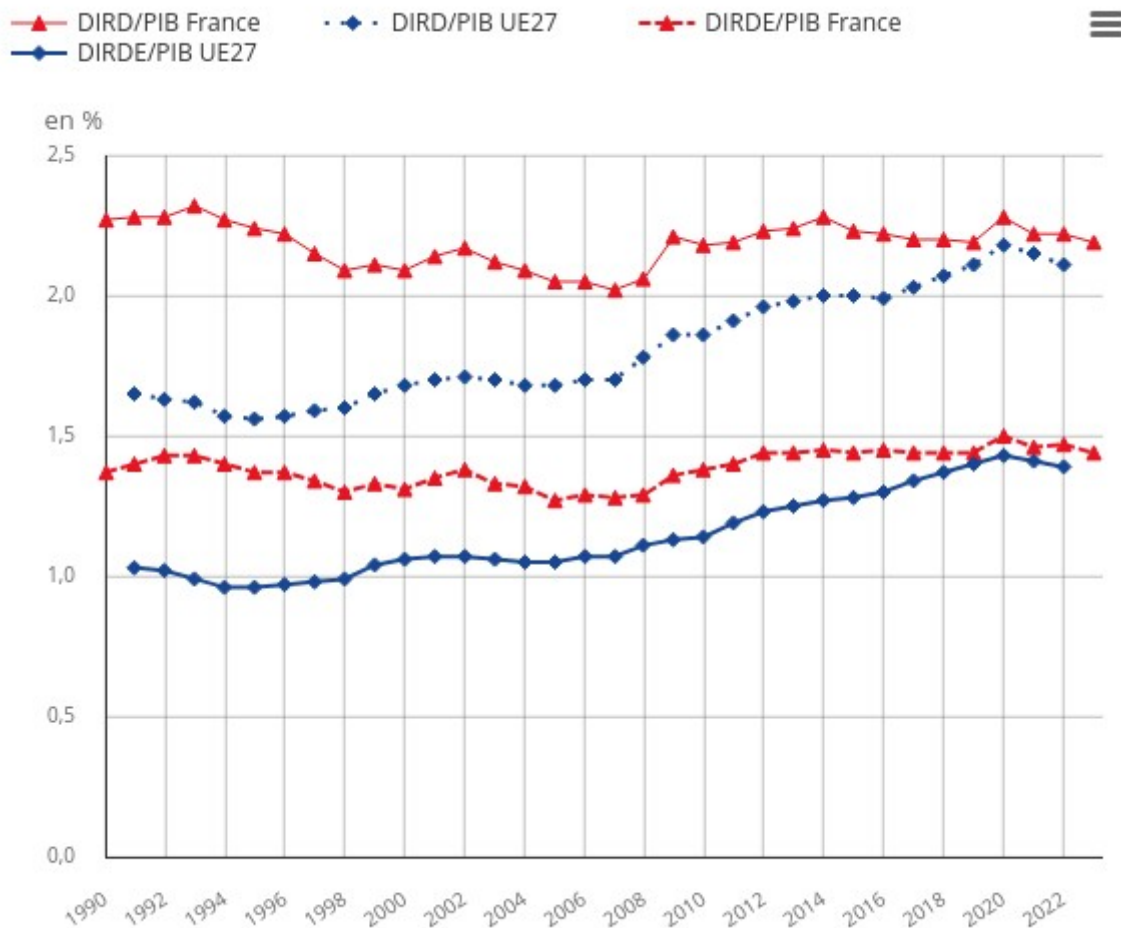
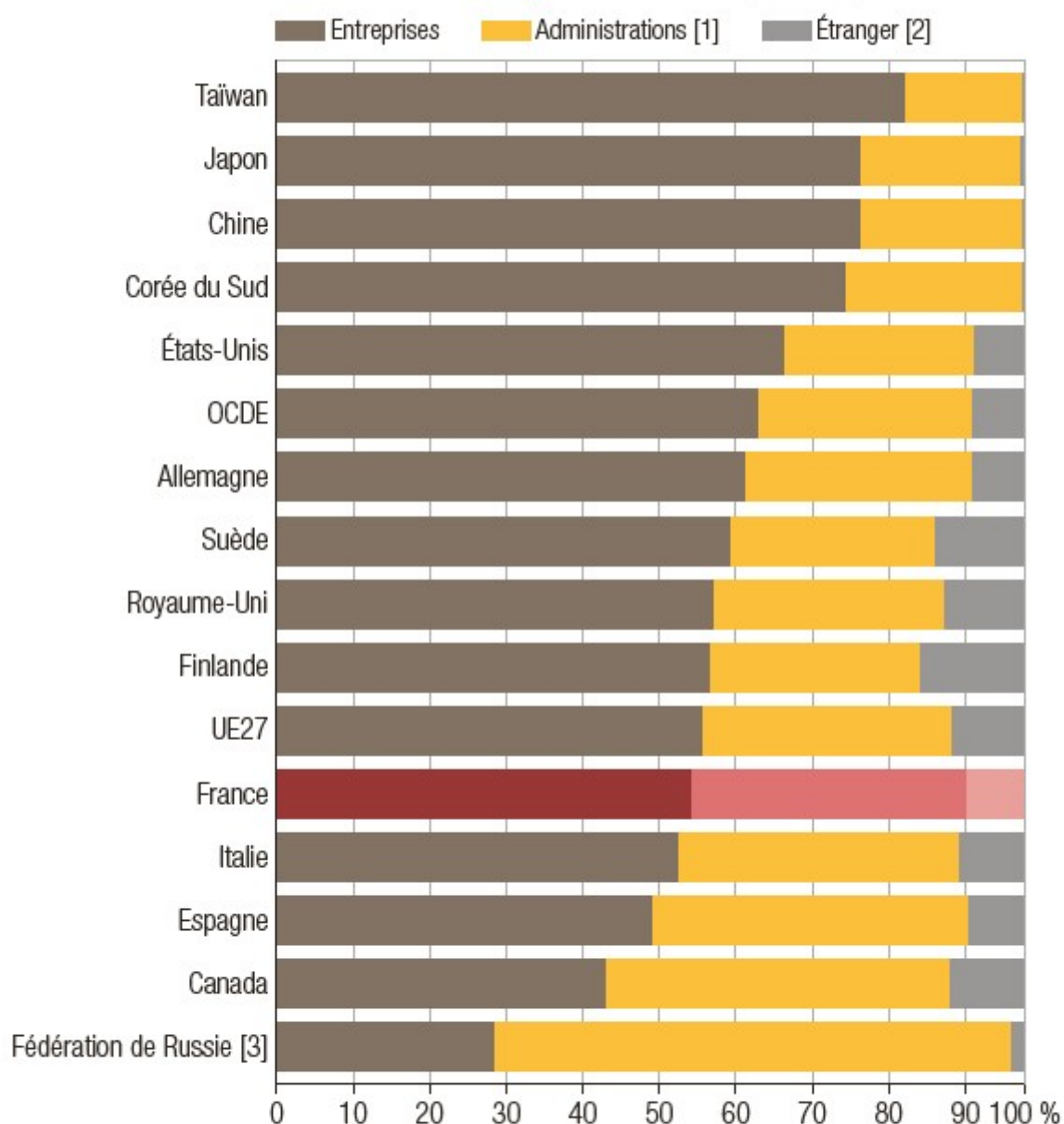


Tableau 1

En 2021, les entreprises en France consacrent 30,8 milliards d'€ à la dépense intérieure de R&D (soit 55% de la DIRD)⁷. Cette part est inférieure à celle constatée dans l'Union européenne (57%) et OCDE (65%). En Allemagne, les entreprises contribuent à hauteur de 63% à l'effort financier de recherche, ce qui était le niveau atteint en France au moins jusqu'à l'année 2017⁸.

Ce désengagement ne cadre pas vraiment avec la mythologie de la « *Start up Nation* » ! (voir tableau 2)

01 Part de la DIRD financée par les entreprises, les administrations et l'étranger en 2021 (en %)



[1] État, enseignement supérieur et institutions sans but lucratif.

[2] Y compris les organisations internationales.

[3] Données 2020.

Source : OCDE.

La situation est tout aussi négative quand on mesure le traitement qui est fait aux chercheurs et enseignants chercheurs en France en comparaison de pays de niveau de développement équivalents, une tribune récente⁹ publiée par journal *Le Monde* souligne cet aspect et note qu'il s'agit d'un handicap majeur pour attirer des chercheurs étrangers dans notre pays : " *Un second frein à l'attractivité scientifique française est le niveau des salaires*".

Le 5 mai, Macron se propose de rassembler la science européenne à Paris, l'opération d'enfumage va continuer car dans le même temps le budget de la recherche et de l'enseignement supérieur pour 2026 sera, comme beaucoup d'autres sacrifié sur l'autel des ambitions guerrières et du gavage des grands groupes capitalistes. Le mieux qu'ont à attendre nos collègues états-uniens, c'est que nos luttes et les leurs finissent par converger pour se débarrasser du fléau majeur qui mine l'avenir de l'Humanité : le capitalisme !

1 " debout pour la science "

2 https://web.sntrscgt.fr/IMG/pdf/en_bref_no650.pdf

- 3 <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3228-enseignement-superieur-et-recherche-ne-pas-ceder-aux-sirenes-du-moratoire> ; <https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/luttes/3220-enseignement-superieur-et-recherche-une-juste-colere>
- 4 <https://atlasocio.com/classements/economie/budget/classement-etats-par-budget-recherche-en-pourcentage-du-pib-monde.php>
- 5 <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/GB.XPD.RSDV.GD.ZS>
- 6 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/3281637?sommaire=3281778#graphique-figure1>
- 7 Etat de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de l'Innovation en France – MESR Edition 2024
- 8 [Recherche & Développement – Tableaux de l'économie française | Insee](#)
- 9 https://www.lemonde.fr/sciences/article/2025/04/15/accueillir-les-chercheurs-americains-en-france-une-ambition-louable-mais-irrealiste_6596294_1650684.html